

183244

04103128

112834

**H4**

Société par actions simplifiée au capital de 66.000.000 €
Montigny-lès-Metz (57950) – 17, rue Vénizélos
833 977 325 RCS Metz
(la "**Société**")

DECISIONS DE LA COLLECTIVITE DES ASSOCIES
EN DATE DU 31 JANVIER 2018

PROCES-VERBAL

L'an deux mille dix-huit, le trente-et-un janvier,

Holding Bard Denis, société à responsabilité limitée au capital de 9.941.900 €, dont le siège social est situé à Metz (57070) – 12, rue Maurice Bompard, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 532 320 215 RCS Metz, représentée par Monsieur Philippe Bard, président de la Société,

ET

Monsieur René Simon, né le 18 janvier 1954 à Homécourt (54), de nationalité française, demeurant à Saulny (57140) – 23, rue de l'Eglise, également Président de la Société, (ci-après le "**Président**"),

ET

Monsieur Jean-François Piquet, né le 13 janvier 1950 à Amiens (80), de nationalité française, demeurant à Bertrange (8079) (Luxembourg) – 58, rue de Leudelange,

ET

La société Jeanade I, société civile, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 537 385 957 RCS Metz, représentée par Monsieur Jean Michelet,

ET

H4 Capital, société par actions simplifiée au capital de 18.000.000 euros, dont le siège social est situé à Paris (75116), 27, rue Dumont D'Urville, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 833 926 231, représentée par BTP Capital Investissement, représentée par Monsieur Lucas Donne, dûment habilité et déclarant avoir tout pouvoir à l'effet des présentes (ci-après, "**H4 Capital**"),

ET

H4 Management, société de libre partenariat, constituée sous la forme d'une société en commandite simple dont le siège social est situé à Paris (75009) – 51, rue Le Peletier, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 834 263 485, représentée par toute personne dûment habilitée et déclarant avoir tout pouvoir à l'effet des présentes (ci-après, "**H4 Management SLP**"),

(ci-après, ensemble, les "**Associés**")

Titulaires ensemble de l'intégralité des actions composant le capital social de la société **H4**, société par actions simplifiée, dont le siège social est situé à Montigny-lès-Metz (57950) – 17, rue Vénizélos, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Metz sous le numéro 833 977 325 (ci-après, la "**Société**").

En présence de :

BTP CAPITAL INVESTISSEMENT, société anonyme dont le siège social est situé 27 rue Dumont D'Urville, 75116 Paris, et dont le numéro unique d'identification est 302 527 734 R.C.S. de Paris, représentée par toute personne dûment habilitée et déclarant avoir tout pouvoir à l'effet des présentes ;

ET

EURO CAPITAL, société par actions simplifiée dont le siège social est situé 3 rue François de Curel, 57000

Handwritten notes and signatures at the bottom of the page, including the number 297 and various initials.

Metz, et dont le numéro unique d'identification est 429 169 154 R.C.S. de Metz, représentée par toute personne dûment habilitée et déclarant avoir tout pouvoir à l'effet des présentes ;

ET

ESFIN PARTICIPATIONS, société par actions simplifiées dont le siège social est situé 2 place des Vosges - Immeuble Lafayette - La Défense 5, 92400 Courbevoie, et dont le numéro unique d'identification est 388 506 933 R.C.S. de Nanterre, représenté par ESFIN GESTION, dont le siège social est situé 2 place des Vosges - Immeuble Lafayette - La Défense 5, 92400 Courbevoie, et dont le numéro unique d'identification est 523 138 327 R.C.S. de Nanterre, elle-même représentée par toute personne dûment habilitée et déclarant avoir tout pouvoir à l'effet des présentes ;

ET

EUREFI, société anonyme dont le siège social est situé Centre Jean Monnet Maison de la Formation 54400 LONGWY, et dont le numéro unique d'identification est 302 527 734 R.C.S. de Val de Briey, représentée par toute personne dûment habilitée et déclarant avoir tout pouvoir à l'effet des présentes ;

ET

SOCIETE GENERALE CAPITAL PARTENAIRES, société par actions simplifiée dont le siège social est situé Tour Société Générale, 17 cours Valmy, 92800 Puteaux, et dont le numéro unique d'identification est 304 973 357 R.C.S. de Nanterre, représentée par toute personne dûment habilitée et déclarant avoir tout pouvoir à l'effet des présentes ;

ET

ETOILE ID, société anonyme dont le siège social est situé 59 Boulevard Haussmann, 75008 Paris, et dont le numéro unique d'identification est 562 121 954 R.C.S. de Paris, représentée par toute personne dûment habilitée et déclarant avoir tout pouvoir à l'effet des présentes ;

ET

FPCI France INVESTISSEMENT REGIONS 1, fonds professionnel de capital investissement représenté par sa société de gestion BPIFRANCE INVESTISSEMENT, société par actions simplifiée dont le siège social est situé 27-31 avenue du Général Leclerc, 94710 Maison Alfort, et l'adresse de correspondance est 6/8 boulevard Haussmann, 75009 Paris, et dont le numéro unique d'identification est le 433 975 224 R.C.S. de Créteil, elle-même représentée par toute personne dûment habilitée et déclarant avoir tout pouvoir à l'effet des présentes ;

ET

BNP PARIBAS DEVELOPPEMENT, société anonyme dont le siège social est situé 20 rue Chauchat, 75009 Paris, et dont le numéro unique d'identification est 348 540 592 R.C.S. de Paris, représentée par toute personne dûment habilitée et déclarant avoir tout pouvoir à l'effet des présentes ;

ET

CM-CIC INVESTISSEMENT SCR, société par actions simplifiée dont le siège social est situé 28 avenue de l'Opéra, 75002 Paris, et dont le numéro unique d'identification est le 317 586 220 R.C.S. de Paris, représentée par toute personne dûment habilitée et déclarant avoir tout pouvoir à l'effet des présentes ;

ET

F.P.C.I. ALSACE CROISSANCE, fonds professionnel de capital investissement régi par les dispositions des articles L.214-20 et suivants du Code monétaire et financier, représenté par sa société de gestion, la société CAPITAL GRAND EST, société par actions simplifiée dont le siège social est situé Parc d'Innovation, 550 boulevard Gonthier d'Andernach, 67400 ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN, et dont le numéro unique d'identification est le 751 542 051 R.C.S. de Strasbourg, elle-même représentée par toute personne dûment habilitée et déclarant avoir tout pouvoir à l'effet des présentes.

(ci-après, ensemble, les "Titulaires d'OC")

Handwritten signatures and initials:
m, 57, 87, 2, 2h, 1

Ont pris les décisions ci-après rapportées figurant à l'ordre du jour.

Il est préalablement rappelé qu'ont été mis à disposition des Associés les documents suivants :

- Les statuts de la Société ;
- Le texte des décisions ;
- Le rapport du Président de la Société ;
- Le rapport du Commissaire aux comptes sur l'augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription.

Ordre du jour

- Présentation du rapport du Président de la Société ;
- Présentation du rapport du Commissaire aux comptes sur l'augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription ;
- Constatation de la libération intégrale du capital social de la Société ;
- Augmentation du capital social de la Société en numéraire d'un montant global de 11.000.000 €, par émission au pair de 11.000.000 actions ordinaires nouvelles de la Société d'un (1) € de valeur nominale chacune, avec suppression du droit préférentiel de souscription ; conditions et modalités de cette opération (ci-après, l'"**Augmentation de Capital**") ;
- Suppression du droit préférentiel de souscription au profit de H4 Management SLP ;
- Constatation de la souscription et de la libération des 11.000.000 actions ordinaires nouvelles, et par conséquent de la réalisation définitive de l'Augmentation de Capital d'un montant de 11.000.000 € ;
- Modification des statuts de la Société ;
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

La société SECEF, Commissaire aux Comptes titulaire de la Société, est absent et excusé.

A titre liminaire, le Président de la Société prend acte que les Associés de la Société déclarent avoir eu connaissance des documents qui leur ont été soumis dans un délai suffisant pour se faire un avis éclairé sur le sens à donner au vote sur les décisions suivantes.

En conséquence, le Président de la Société prend acte que les Associés de la Société déclarent renoncer de manière irrévocable et sans réserve à tous droits, contestations, recours, quels qu'ils soient à l'encontre de la Société et de ses dirigeants concernant les modalités de convocation et de dépôt et/ou de communication aux associés des documents d'information relatifs aux présentes décisions et plus généralement, concernant tous les documents et rapports visés ci-dessus.

* *

*

PREMIERE DECISION

Constatation de la libération intégrale du capital social de la Société

La collectivité des Associés de la Société prend acte de la libération intégrale du capital social de la Société.

Cette décision, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME DECISION

Augmentation de Capital de la Société

u d 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

La collectivité des Associés de la Société, après avoir entendu la lecture du rapport du Président, prenant acte de la libération intégrale du capital social de la Société,

Décide d'augmenter le capital social de la Société d'une somme de 11.000.000 €, par émission de 11.000.000 actions ordinaires nouvelles d'une valeur nominale de 1 € chacune, à souscrire et à libérer en numéraire soit par versement d'espèces, soit par compensation avec une créance certaine, liquide et exigible détenue sur la Société.

Le prix d'émission des actions ordinaires nouvelles est fixé au prix unitaire de 1 € chacune, et représentant des apports en numéraire d'un montant global de 11.000.000 € pour la souscription et la libération de la totalité des 11.000.000 actions ordinaires nouvelles.

Les 11.000.000 actions ordinaires nouvelles devront, lors de leur souscription, être intégralement libérées pour la totalité de leur montant nominal, par versement en espèces ou par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles détenues sur la Société, dans les conditions prévues par la loi.

Les souscriptions en numéraire seront reçues pendant un délai de 15 jours à compter de ce jour et contre remise du bulletin de souscription et du versement correspondant déposé sur le compte ouvert au nom de la Société auprès de la banque LCL sur le compte spécial ci-après : code banque 30002 ; code guichet 07025 ; numéro 0000070188W clé rib 23 intitulé "H4 Augmentation de capital 7".

Toutefois, la période de souscription pourra être clôturée par anticipation dès versement par les souscripteurs de l'intégralité du prix de souscription des 11.000.000 actions ordinaires nouvelles.

Les 11.000.000 actions ordinaires nouvelles seront soumises à toutes les dispositions statutaires et seront assimilées aux actions ordinaires anciennes, porteront jouissance courante, de sorte qu'elles ouvriront droit à tous dividendes qui seraient mis en distribution à compter de leur souscription.

La collectivité des associés de la Société déclare être suffisamment informé des conditions et modalités de la souscription des actions ordinaires nouvelles, et renonce à se prévaloir des délais et formes requises prévus par les dispositions de l'article R.225-120 du Code de commerce.

Tous pouvoirs sont donnés au Président, ou à toute personne habilitée à le représenter, pour recueillir les souscriptions, recevoir les versements, prendre toutes mesures utiles, notamment toutes modifications statutaires au titre de la souscription et de la libération des actions ordinaires nouvelles dans l'hypothèse où celle-ci ne serait pas réalisée ce jour, remplir toutes les formalités nécessaires pour exécuter la présente décision et plus généralement procéder à la réalisation définitive de l'Augmentation de Capital.

Cette décision, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME DECISION

Suppression du droit préférentiel au profit de H4 Management SLP

La collectivité des Associés de la Société, après avoir entendu lecture du rapport du Président et du rapport du Commissaire aux comptes de la Société,

Décide, conformément aux dispositions des articles L.225-135 et L.225-138 du Code de commerce, de supprimer le droit préférentiel de souscription des associés à l'augmentation de capital décidée aux termes de la deuxième décision au profit des personnes ci-après visées et dans les proportions suivantes :

Souscripteurs	Actions ordinaires
H4 Management SLP	11.000.000
Total	11.000.000

Cette décision, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Suspension de séance

[Handwritten signatures and initials follow]

A la demande du Président et des Associés, la séance est suspendue.

Les Titulaires d'OC, tous présents ou représentés, déclarent n'avoir aucune observation à formuler quant à la dilution de leur participation actuelle dans le capital social de la Société du fait de l'Augmentation de Capital.

En conséquence de ce qui précède, les Titulaires d'OC renoncent expressément et irrévocablement, en leur qualité de titulaires de valeurs mobilières composées de la Société, au bénéfice de tout droit, qu'il soit légal ou conventionnel (notamment au titre de toutes stipulations de termes et conditions et/ou contrat d'émission des titres dont ils sont titulaires et qui ont été précédemment émises par la Société), auquel ils pourraient prétendre dans le cadre et consécutivement à l'Augmentation de Capital.

H4 Mangement SLP procèdent alors à la remise de son bulletin de souscription et à la remise des fonds correspondants.

Le Président de la Société prend ensuite connaissance de l'attestation de dépôt des fonds établie en application des dispositions de l'article L.225-146 du Code de commerce, à la date de ce jour, par la banque LCL, aux termes de laquelle il ressort que H4 Management SLP, a déposé sur le compte spécial ci-après : code banque 30002 ; code guichet 07025 ; numéro 0000070188W clé rib 23 intitulé "H4 Augmentation de capital 7" ouvert au nom de la Société, une somme de 11.000.000 €, correspondant au montant de l'intégralité de sa souscription au titre de l'Augmentation de Capital ci-dessus décidée.

Au vu du bulletin de souscription et de l'attestation de dépôt de fonds, le Président de la Société constate la souscription des 11.000.000 actions ordinaires nouvelles émises par la Société et, d'autre part, le versement intégral du prix de souscription y afférent.

Le Président déclare que la séance peut reprendre son cours normal.

*
* *
*

Reprise de séance

QUATRIEME DECISION

Constatation de l'Augmentation de Capital de la Société

La collectivité des Associés de la Société, en conséquence de l'adoption des décisions qui précèdent, constate :

- que la souscription a été libérée en espèces et que les fonds ont été intégralement versés ainsi que l'atteste le certificat du dépositaire des fonds,
- que l'Augmentation de Capital, objet de la deuxième décision a été intégralement souscrite et est définitivement réalisée, et,
- que le capital social de la Société a été porté de la somme de soixante-six millions d'euros (66.000.000 €) à la somme de soixante-dix-sept millions d'euros (77.000.000 €).

Cette décision, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME DECISION

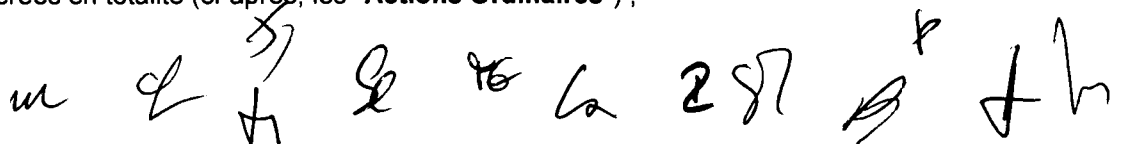
Modification des Statuts de la Société

La collectivité des Associés de la Société, en conséquence de l'adoption des décisions qui précèdent, décide de modifier les deux premiers paragraphes de l'article 6 des Statuts de la Société comme suit :

" Le capital social est fixé à la somme de soixante-dix-sept millions d'euros (77.000.000 €).

Il est divisé :

- en cinquante-six millions (56.000.000) d'actions ordinaires d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, libérées en totalité (ci-après, les "**Actions Ordinaires**") ;



- en quatre millions (4.000.000) d'actions de préférence R (ci-après, les "ADP R"), d'une valeur nominale d'un euro (1 €) chacune, intégralement libérées, dont les conditions et modalités sont définies dans les termes et conditions des ADP R figurant en **Annexe A** des présentes ; et
- en dix-sept millions (17.000.000) d'actions de préférence in fine (ci-après, les "ADP in fine"), d'une valeur nominale d'un euro (1 €) chacune, intégralement libérées, dont les conditions et modalités sont définies dans les termes et conditions des ADP in fine figurant en **Annexe B** des présentes.

Les ADP R et les ADP in fine étant ci-après dénommées ensemble les "**Actions de Préférence**" et individuellement une "**Action de Préférence**".

Les Actions Ordinaires, les ADP R et les ADP in fine sont appelées ensemble les "**Actions**" et individuellement une "**Action**" lorsqu'il n'est pas nécessaire de préciser dans les Statuts l'appartenance d'une Action à l'une ou l'autre des catégories précitées.

Ces Actions ont été souscrites et libérées par apports :

- en numéraire à la constitution, pour un montant global de 100 €, pour 100 Actions Ordinaires, ainsi que l'atteste le certificat établi par la banque Crédit Lyonnais en date du 8 décembre 2017 ; et,
- en numéraire pour un montant global rémunéré en capital de 28.999.900 €, pour 22.999.900 Actions Ordinaires et 6.000.000 d'ADP in fine, ainsi que l'attestent les certificats établis par la banque Crédit Lyonnais en date du 28 décembre 2017 ; et,
- en nature, par apport, dans les proportions suivantes, d'actions de la société Demathieu & Bard Investissement, société par actions simplifiée au capital de 19.542.842,26 €, dont le siège social est situé à Montigny-lès-Metz (57950) – 17, rue Vénizélos, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 532 991 429 RCS Metz, chaque action ayant une valeur d'apport unitaire de 5,73 € environ, pour 22.000.000 d'Actions Ordinaires, 4.000.000 d'ADP R, 11.000.000 d'ADP in fine ;

Apporteurs	AO DBI apportées	Valeur d'apport (€)	AO H4	ADP R H4	ADP in fine H4	Soules (€)
Holding Bard Denis	2.531.104	14.500.003,82	10.000.000	-	4.500.000	3,82
René Simon	2.531.104	14.500.003,82	10.000.000	-	4.500.000	3,82
Jean-François Piquet	698.236	4.000.003,42	-	2.000.000	2.000.000	3,42
Jeanade I	698.236	4.000.003,42	2.000.000	2.000.000	-	3,42
TOTAL	6.458.680	37.000.014,48	22.000.000	4.000.000	11.000.000	14,48

Handwritten notes and signatures:
 u h ct
 6 2 87
 # R
 x

- en numéraire pour un montant global de 11.000.000 €, pour 11.000.000 Actions Ordinaires, ainsi que l'atteste le certificat établi par la banque Crédit Lyonnais en date du 31 janvier 2018."

Cette décision, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité

SIXIEME DECISION

Pouvoirs

La collectivité des Associés donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités légales.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

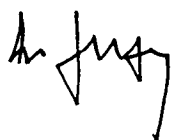
*
* *
*

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le Président de la Société, l'ensemble des Associés de la Société et les Titulaires d'OC, ledit procès-verbal étant répertorié sur le registre des assemblées.

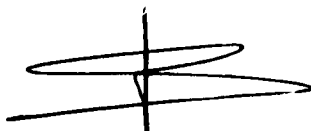
Holding Bard Denis
Monsieur Philippe BARD

Signature :



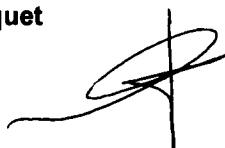
Monsieur René Simon

Signature :



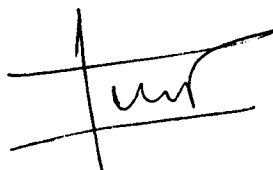
Monsieur Jean-François Piquet

Signature :



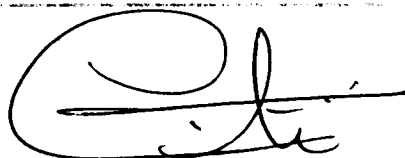
Jeanade I
Monsieur Jean Michelet

Signature :



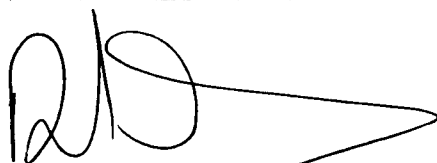
H4 Capital

Signature :



H4 Management SLP

Signature :



m FG 3/6 2587 A Lh cl

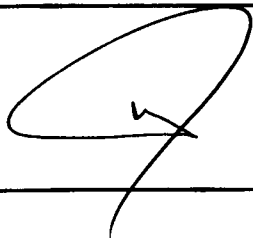
BTP Capital Investissement

Signature :



Euro Capital

Signature :



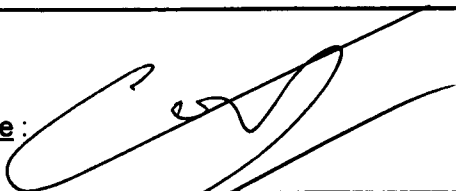
Esfin Participations

Signature :



Eurefi

Signature :



Société Générale Capital Partenaires

Signature :



Etoile ID

Signature :



FPCI France Investissement Régions 1

Signature :



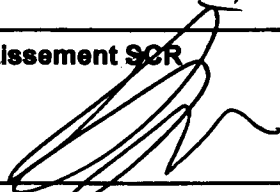
BNP Paribas Développement

Signature :



CM-CIC Investissement SCR

Signature :



FPCI Alsace Croissance

Signature :



Enregistré à : SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT
METZ

Le 28/02/2018 Dossier 2018 09761, référence 2018 A 01003

Enregistrement : 500 € Penalties : 0 €

Total liquidé : Cinq cents Euros

Montant reçu : Cinq cents Euros

Le Contrôleur des finances publiques

Caël JACOB

DUPLICATA

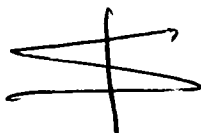
cl

H4

Société par actions simplifiée au capital de 77.000.000 €
Siège Social : Montigny-lès-Metz (57950) – 17, rue Vénizélos
833 977 325 RCS Metz

STATUTS

A jour au 31 janvier 2018

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'S' or 'Z' shape with a vertical line through it.

LAMARTINE
III CONSEIL
SOCIÉTÉ D'AVOCATS

STATUTS

ARTICLE 1 FORME

La Société a la forme d'une société par actions simplifiée, régie par les dispositions légales applicables et par les stipulations des présents Statuts.

La Société fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

ARTICLE 2 DÉNOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale de la Société est **H4**.

Les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots "société par actions simplifiée" ou des initiales "SAS" et de l'énonciation du montant du capital social ainsi que le lieu et le numéro d'identification de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.

ARTICLE 3 SIEGE SOCIAL

Le siège social de la Société est établi à :

Montigny-lès-Metz (57950) – 17, rue Vénizélos

Le siège social peut être transféré en tout autre lieu par décision du président de la Société (le "**Président**"), sous réserve de la ratification de cette décision par l'associé unique ou les associés, en cas de pluralité d'associés. Lors d'un transfert décidé par le Président, celui-ci est autorisé à modifier les Statuts en conséquence.

ARTICLE 4 DURÉE DE LA SOCIÉTÉ

La Société, sauf en cas de prorogation ou de dissolution anticipée, aura une durée de 99 ans à compter du jour de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

ARTICLE 5 OBJET SOCIAL

La Société a pour objet, en France et à l'étranger :

- Toutes activités ayant trait au conseil en matière financière, de gestion ou d'organisation administrative, informatique et commerciale ; toutes prestations de services s'y rapportant ;
- Toutes prises de participations, dans toutes sociétés, groupements ou entreprises industrielles, commerciales, financières ou immobilières ;
- La gestion, l'achat, la vente de ces participations, par tous moyens à sa convenance ;
- L'animation des participations ;
- Toutes opérations de quelque nature que ce soit ayant trait directement ou indirectement aux activités spécifiées ci-dessus ;

- Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe, ou susceptibles d'en favoriser l'exploitation ou le développement.

ARTICLE 6 CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de soixante-dix-sept millions d'euros (77.000.000 €).

Il est divisé :

- en cinquante-six millions (56.000.000) d'actions ordinaires d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, libérées en totalité (ci-après, les "**Actions Ordinaires**") ;
- en quatre millions (4.000.000) d'actions de préférence R (ci-après, les "**ADP R**"), d'une valeur nominale d'un euro (1 €) chacune, intégralement libérées, dont les conditions et modalités sont définies dans les termes et conditions des ADP R figurant en **Annexe A** des présentes ; et
- en dix-sept millions (17.000.000) d'actions de préférence in fine (ci-après, les "**ADP in fine**"), d'une valeur nominale d'un euro (1 €) chacune, intégralement libérées, dont les conditions et modalités sont définies dans les termes et conditions des ADP in fine figurant en **Annexe B** des présentes.

Les ADP R et les ADP in fine étant ci-après dénommées ensemble les "**Actions de Préférence**" et individuellement une "**Action de Préférence**".

Les Actions Ordinaires, les ADP R et les ADP in fine sont appelées ensemble les "**Actions**" et individuellement une "**Action**" lorsqu'il n'est pas nécessaire de préciser dans les Statuts l'appartenance d'une Action à l'une ou l'autre des catégories précitées.

Ces Actions ont été souscrites et libérées par apports :

- en numéraire à la constitution, pour un montant global de 100 €, pour 100 Actions Ordinaires, ainsi que l'atteste le certificat établi par la banque Crédit Lyonnais en date du 8 décembre 2017 ; et,
- en numéraire pour un montant global rémunéré en capital de 28.999.900 €, pour 22.999.900 Actions Ordinaires et 6.000.000 d'ADP in fine, ainsi que l'attestent les certificats établis par la banque Crédit Lyonnais en date du 28 décembre 2017 ; et,
- en nature, par apport, dans les proportions suivantes, d'actions de la société Demathieu & Bard Investissement, société par actions simplifiée au capital de 19.542.842,26 €, dont le siège social est situé à Montigny-lès-Metz (57950) – 17, rue Vénizélos, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 532 991 429 RCS Metz, chaque action ayant une valeur d'apport unitaire de 5,73 € environ, pour 22.000.000 d'Actions Ordinaires, 4.000.000 d'ADP R, 11.000.000 d'ADP in fine ;

Apporteurs	AO DBI apportées	Valeur d'apport (€)	AO H4	ADP R H4	ADP in fine H4	Soulté (€)
Holding Bard Denis	2.531.104	14.500.003,82	10.000.000	-	4.500.000	3,82
René Simon	2.531.104	14.500.003,82	10.000.000	-	4.500.000	3,82
Jean-François Piquet	698.236	4.000.003,42	-	2.000.000	2.000.000	3,42
Jeanade I	698.236	4.000.003,42	2.000.000	2.000.000	-	3,42
TOTALT	6.458.680	37.000.014,48	22.000.000	4.000.000	11.000.000	14,48

- en numéraire pour un montant global de 11.000.000 €, pour 11.000.000 Actions Ordinaires, ainsi que l'atteste le certificat établi par la banque Crédit Lyonnais en date du 31 janvier 2018.

ARTICLE 7 **MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL**

Le capital social de la Société peut être augmenté, réduit ou amorti dans les conditions prévues par la loi, par décision de l'Associé Unique ou de la collectivité des Associés en application de l'article 13 des Statuts.

ARTICLE 8 **FORME DES ACTIONS – DROITS ATTACHÉS AUX ACTIONS**

8.1 **Forme des Actions**

8.1.1 Les Actions émises par la Société ont obligatoirement la forme nominative. Elles sont inscrites au nom de leur titulaire dans les comptes tenus par la Société. Les attestations d'inscription en compte sont valablement signées par le Teneur des Comptes Titres.

8.1.2 Les Actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

8.2 **Droits et obligations attachés aux Actions**

Les stipulations du présent article 8.2 s'appliquent à l'ensemble des Actions, sous réserves des conditions et modalités particulières régissant les Actions de Préférence telles que figurant en **Annexes A et B**.

8.2.1 Chaque Action donne droit aux bénéfices, à l'actif social et au boni de liquidation, proportionnellement à la quotité du capital qu'elle représente.

8.2.2 La propriété d'une Action emporte adhésion aux Statuts et aux décisions de l'Associé Unique ou des Associés antérieure à la cession.

8.2.3 Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs Actions pour exercer un droit quelconque, notamment en cas d'échange ou d'attribution de titres à l'occasion d'une opération telle qu'une réduction du capital, augmentation du capital par incorporation de réserves, fusion ou autrement, les titres isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne confèrent aucun droit sur la Société, les Associés devant faire leur affaire personnelle du regroupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente du nombre d'Actions ou de titres nécessaires.

8.2.4 Chaque Action Ordinaire, à l'exclusion des Actions de Préférence donc, donne droit chacune à un droit de vote.

Le droit de vote attaché à l'Action Ordinaire appartient au nu-propriétaire à l'Assemblée, à l'exception des résolutions relatives à l'approbation des comptes annuels sociaux et consolidés de la Société et à la distribution de dividendes pour lesquelles le droit de vote appartient à l'usufruitier. Les copropriétaires d'Actions Ordinaires indivises sont tenus de se faire représenter aux Assemblées par un seul d'entre eux ou par un mandataire unique justifiant d'une habilitation spéciale. En cas de désaccord, le mandataire est désigné par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé.

ARTICLE 9 **TRANSMISSION DES ACTIONS**

Les stipulations du présent article 9 s'appliquent à l'ensemble des Actions, sous réserves des conditions et modalités particulières régissant les Actions de Préférence, tels que figurant en **Annexes A et B**.

- 9.1** Les transferts d'Actions sont soumis au respect des stipulations du pacte entre titulaires de titres de la Société tel qu'en vigueur au moment du transfert (le "**Pacte**"). Tout transfert réalisé en violation du Pacte sera réputé avoir été réalisé en violation des Statuts et sera donc nul conformément aux dispositions de l'article L.227-15 du Code de commerce.
- 9.2** Les Actions ne sont négociables qu'après immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés ; en cas d'augmentation de capital, les Actions sont négociables à compter de la réalisation définitive de celles-ci.
- 9.3** Le transfert des Actions s'opère, sous réserve de ce qui est stipulé ci-après, conformément aux dispositions des articles L.228-1 et R.228-10 du Code de commerce, par l'inscription de la transmission des Actions en cause dans les livres de la Société sur le compte du cessionnaire (le "**Registre des Mouvements de Titres**").
- 9.4** La transmission des Actions s'opère à l'égard de la Société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement établi sur un formulaire fourni ou agréé par le Teneur des Comptes Titres et signé par le cédant ou son mandataire.

La détention et la tenue du Registre des Mouvements de Titres et des comptes d'associés peuvent être confiées (par la société) à un tiers, (le "**Teneur des Comptes Titres**"), lequel aura alors pour mission, au nom et pour le compte de la Société, de :

- (i) Conserver et d'assurer la mise à jour de ces documents ;
- (ii) Recevoir, et être le seul habilité à recevoir, les ordres de mouvement émanant des Associés ou de porteurs de toutes valeurs mobilières émises par la Société, de quelque nature qu'elles soient ;
- (iii) Enregistrer, dans le Registre des Mouvements de Titres et dans les comptes individuels ouverts au nom des Associés, les ordres de mouvements qui lui auront été notifiés, **après s'être assuré de leur conformité aux stipulations des Statuts et du Pacte** et, *a contrario*, s'interdire d'inscrire tout mouvement qui ne serait pas conforme auxdites stipulations.

La nomination ou la révocation du Teneur des Comptes Titres, ou encore la modification de sa mission ou des stipulations du présent article constituent des décisions relevant de la compétence de la collectivité des Associés.

Le Teneur des Comptes Titres est désigné pour une durée de 10 ans, renouvelable par périodes successives de cinq ans, à défaut de délibération contraire avant le terme de sa mission.

Le premier Teneur des Comptes Titres désigné à l'effet d'exécuter cette mission sera le Cabinet Lamartine Conseil, représenté par Maître Olivier Renault, élisant domicile à Paris (75008) – 143, boulevard Haussmann.

Dans l'hypothèse de révocation du Teneur des Comptes Titres dans les conditions et selon les modalités ci-dessus visées, et à défaut pour la collectivité des Associés de pourvoir à son remplacement, la Société sera considérée de plein droit comme Teneur des Comptes Titres.

Sans préjudice des stipulations ci-dessous, le Teneur des Comptes Titres est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement et, au plus tard, dans les huit jours qui suivent celle-ci.

Le Teneur des Comptes Titres peut exiger que les signatures apposées sur l'ordre de mouvement soient certifiées par un officier public ou un maire sauf dispositions législatives contraires.

TITRE I **ADMINISTRATION DE LA SOCIETE**

ARTICLE 10 **PRESIDENT DE LA SOCIETE – DIRECTEURS GENERAUX – REPRESENTATION DE LA SOCIETE**

10.1 **Désignation du président de la Société – Directeurs Généraux**

(a) **Président de la Société**

Le Directoire confère à l'un de ses membres la qualité de président du Directoire, lequel sera de plein droit considéré comme le Président de la Société au sens de l'article L.227-6 du Code de commerce (le "**Président**"). En cas de perte de la qualité de membre du Directoire, le Président sera réputé démissionnaire de plein droit.

Les stipulations de l'article 11.5 relatives à la durée des mandats et à la cessation des fonctions des membres du Directoire s'appliquent au Président.

Par dérogation aux stipulations qui précèdent, le premier Président de la Société sera Monsieur René Simon.

(b) **Directeurs Généraux**

Un ou plusieurs directeurs généraux (les "**Directeurs Généraux**") peuvent être désignés par le Directoire parmi ses membres pour assister le Président dans sa mission, et qui disposera des mêmes pouvoirs que ce dernier.

Les stipulations de l'article 11.5 relatives à la durée des mandats et à la cessation des fonctions des membres du Directoire s'appliquent aux Directeurs Généraux.

Sans préjudice des stipulations qui précèdent, le premier Directeur Général de la Société sera Monsieur Guillaume Chartier.

10.2 **Pouvoirs de représentation**

(a) **Pouvoirs de représentation du Président**

Sans préjudice des stipulations de l'article 12.2 et du paragraphe (b) ci-après, la Société est représentée à l'égard des tiers par le Président. Le Président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société, dans la limite de l'objet social, et sous réserve des pouvoirs que la loi et les Statuts attribuent expressément aux Associés.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou ne pouvait l'ignorer compte tenu

des circonstances, étant exclu que la seule publication des Statuts suffise à constituer cette preuve.

Les stipulations des Statuts limitant les pouvoirs du Président sont inopposables aux tiers.

(b) Pouvoirs de représentation des Directeurs Généraux

Les Directeurs Généraux disposent des mêmes pouvoirs que le Président pour représenter et engager la Société vis-à-vis des tiers, dans les conditions prévues à l'article 10.2 (a) ci-dessus.

(c) Autres membres du Directoire – Absence de pouvoir de représentation

Les autres membres du Directoire qui ne sont ni le Président, ni les Directeurs Généraux ne sont pas autorisés à représenter la Société, sauf délégation expresse et spéciale du Président ou des Directeurs Généraux dans les conditions de l'article 10.2 (d) ci-dessous.

(d) Délégation

Le Président ou les Directeurs Généraux peuvent déléguer à toute personne, employée de la Société ou non, ou, le cas échéant, à un membre du Directoire (les Directeurs Généraux Délégués), le pouvoir de direction ou d'administration de la Société, y inclus le pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers, la délégation de leurs pouvoirs de façon partielle et occasionnelle à tous mandataires spéciaux qu'ils aviseront pour un ou plusieurs objets déterminés ne requérant pas cet accord.

ARTICLE 11 DIRECTOIRE

11.1 Organisation générale

La Société est administrée par un Directoire (le "**Directoire**"), présidé par le Président, sous la surveillance, pour certains aspects, d'un conseil de surveillance (le "**Conseil de Surveillance**") institué par l'article 12 des Statuts.

11.2 Composition du Directoire

Le Directoire est un organe collégial composé d'au moins deux (2) membres et de cinq (5) membres au maximum (le Président et les Directeurs Généraux étant choisis parmi leurs membres).

Les membres du Directoire, qui sont obligatoirement des personnes physiques, sont nommés par le Conseil de Surveillance.

11.3 Missions et pouvoirs du Directoire

Le Directoire assure collégialement l'administration de la Société et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société. Le Directoire exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par la loi ou par les Statuts au Président, aux Directeurs Généraux, au Conseil de Surveillance et aux Associés.

Le Directoire prépare et arrête notamment les comptes annuels, le rapport de gestion ainsi que les autres documents mentionnés à l'article L.232-1 du Code de commerce et, le cas échéant, les comptes consolidés. Le Directoire doit mettre ces documents à

la disposition du commissaire aux comptes dans les conditions prévues par la loi et les soumettre à l'approbation des Associés dans un délai de six (6) mois à compter de la clôture de l'exercice.

Le Directoire devra être préalablement consulté par son président qui est également le Président ou l'un des Directeurs Généraux avant toute mise en œuvre de la procédure d'autorisation préalable visée à l'article 12.2 des présentes.

11.4 Présidence

Le Directoire confère à l'un de ses membres, et à la majorité de ses derniers, la qualité de président du Directoire

11.5 Durée et cessation des fonctions des membres du Directoire

La durée des fonctions des membres du Directoire est de trois (3) années. Leur mandat expire à l'issue de la décision collective des Associés statuant sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat. Ils sont toujours rééligibles.

Outre l'expiration du terme ci-dessus, les fonctions de membre du Directoire cessent par le décès, l'incapacité, la faillite personnelle ou l'interdiction de gérer, la démission ou la révocation de l'intéressé.

Les membres du Directoire peuvent être révoqués par décision du Conseil de Surveillance. La décision de révocation peut être prise sans préavis et ne peut donner lieu à des dommages-intérêts. Au cas où l'intéressé aurait conclu avec la Société un contrat de travail, sa révocation ne met pas fin à ce contrat. Le membre du Directoire dont la révocation ou le non renouvellement sera demandé disposera du droit de présenter son point de vue et ses explications au cours de la réunion de l'organe social appelé à se prononcer sur sa révocation ou le non renouvellement de ses fonctions.

En cas de cessation des fonctions d'un membre du Directoire pour quelque raison que ce soit, et tant que le Directoire comprend au moins deux membres, le Conseil de Surveillance n'est pas tenu de remplacer ledit membre, ni de renouveler son mandat. Le membre du Directoire nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que pendant le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

11.6 Rémunération

Les membres du Directoire pourront percevoir une rémunération au titre de leurs fonctions, laquelle sera fixée par le Conseil de Surveillance.

Les frais raisonnables qu'ils exposeront dans le cadre de leurs fonctions seront par ailleurs remboursés par la Société sur présentation de justificatifs appropriés.

11.7 Délibérations du Directoire - Procès-verbaux

(a) Réunions – Convocations

Le Directoire se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, sur convocation de son Président ou en cas de carence de ce dernier, par tout membre du Directoire, soit au siège social, soit en tout autre endroit en France ou à l'étranger désigné par celui qui le convoque.

Sauf (i) au cas où les membres du Directoire y renoncent à l'unanimité ou sont tous présents ou représentés et acceptent la tenue de la réunion ou (ii) en cas

d'urgence, le Directoire ne pourra délibérer que s'il a été convoqué au moins trois (3) jours à l'avance, étant entendu que cette convocation pourra se faire par tout moyen, notamment par voie de courrier électronique.

Le Directoire peut aussi prendre toute décision de sa compétence par des moyens de visioconférence ou de conférence téléphonique (sous réserve que ces moyens satisfassent à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du Directoire) ou signature par tous les membres d'un acte unanime, au choix du Président.

(b) **Ordre du jour**

L'ordre du jour peut n'être fixé qu'au moment de la réunion.

Chacun des membres du Directoire aura la faculté d'inscrire à l'ordre du jour, les questions qu'il souhaite voir débattre lors de la réunion, en adressant la demande préalablement ou en séance au Président qui s'y oblige.

(c) **Présidence des séances**

Les réunions du Directoire sont obligatoirement présidées par le Président ou en cas de carence par le Directeur Général.

(d) **Quorum – Participation**

Pour la validité des délibérations, la participation de la moitié au moins des membres du Directoire est requise parmi lesquels le Président. Si le Directoire comprend deux membres, les deux membres doivent être présents.

La participation d'un membre du Directoire aux réunions du Directoire résulte soit de sa présence effective, soit de sa participation par des moyens de visioconférence ou de conférence téléphonique, soit de sa représentation par tout membre du Directoire auquel il a donné pouvoir (étant précisé que chaque membre du Directoire ne peut recevoir qu'un seul pouvoir et que si le Directoire comprend deux membres, les deux membres doivent être présents.). En cas de consultation par acte unanime, la participation résulte de la signature de l'acte.

(e) **Majorité**

Sous réserve de ce qui est dit ci-dessous, les décisions du Directoire sont prises à la majorité simple des membres présents ou représentés. Seront réputés présents pour le calcul de la majorité du Directoire, les membres du Comité qui participent à la réunion par des moyens de visioconférence ou de conférence téléphonique (sous réserve que ces moyens satisfassent à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du Directoire).

Chacun des membres du Directoire dispose d'une voix délibérative.

En cas d'égalité, le vote du Président est prépondérant.

En cas de désaccord entre les membres du Directoire et le Président, le Président pourra soumettre le différend au Conseil de Surveillance qui statuera sur la suite à donner au projet.

(f) **Procès-verbaux**

Les délibérations du Directoire sont constatées par des procès-verbaux indiquant les membres ayant participé à la réunion et signés par le Président et un autre membre, ou, en cas d'empêchement du Président, par deux membres du Directoire. Les procès-verbaux sont conservés dans un registre tenu au siège social. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés par le Président, par l'un des Directeurs Généraux ou par un fondé de pouvoir habilité à cet effet et seront adressées pour information à chacun des membres du Conseil de Surveillance.

ARTICLE 12 CONSEIL DE SURVEILLANCE

12.1 Mission et pouvoirs du Conseil de Surveillance

En sus des avis consultatifs préalables qui devront être soumis par le Président au Conseil de Surveillance en application des stipulations de l'article 12.2 des présents Statuts, le Conseil de Surveillance aura pour mission d'examiner, en concertation avec le Directoire, toute question qui lui serait soumise par celui-ci pour discussion et commentaire.

12.2 Actes soumis à une consultation préalable du Conseil de Surveillance

A titre de mesure interne, les décisions visées ci-dessous relatives à la Société ou l'une quelconque des sociétés que la Société contrôle, directement ou indirectement au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce (le "**Groupe**") ne pourront être prises par le Président et/ou les Directeurs Généraux qu'après avoir été présentées au Conseil de Surveillance, lequel se prononcera sur celles-ci aux conditions de quorum et de majorité qui lui sont applicables (les termes commençant par une majuscule dans la liste ci-après auront le sens qui leur est donné au sein du Pacte) :

- (i) Changement d'Activité du Groupe ;
- (ii) Fermeture d'un établissement ;
- (iii) Réalisation de croissances externes pour un montant unitaire supérieur au montant indiqué dans le Pacte ;
- (iv) Octroi d'engagements de caution d'un montant unitaire supérieur au montant indiqué dans le Pacte ou d'une durée supérieure à 5 ans ;
- (v) Emission de Titres entraînant ou susceptible d'entraîner, immédiatement ou à terme, un Changement de Contrôle ;
- (vi) Modification des Statuts de la Société ;
- (vii) Modification significative des Documents de Financement Senior ;
- (viii) Conventions réglementées au sens de l'article L.227-11 du Code de commerce ;
- (ix) Distribution de dividendes et de réserves par la Société (hors ADP) ;
- (x) Cession de participations d'un montant unitaire supérieur au montant indiqué dans le Pacte ;
- (xi) Prise de marchés ou engagements en ce sens pour des montants unitaires supérieurs au montant indiqué dans le Pacte, s'agissant uniquement des obligations et engagements propres au Groupe.

Dans l'hypothèse où un mandataire de la Société décidait d'initier la mise en œuvre d'une décision/action en violation des principes énoncés au présent article 12.2 des Statuts, celui-ci sera réputé démissionnaire de plein droit de tous ses postes de mandataire et de membre du Directoire sans pouvoir prétendre à sa réélection dans les conditions susvisées.

12.3 Composition

Le Conseil de Surveillance est composé de six (6) membres au moins et à douze (12) membres au plus, nommés par décision de la collectivité des Associés.

Les membres du Conseil de Surveillance peuvent être des personnes physiques ou morales, associées ou non de la Société.

Les personnes morales nommées au Conseil de Surveillance sont tenues de désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations que s'il était membre du Conseil de Surveillance en son nom propre.

Lorsque la personne morale révoque le mandat de son représentant permanent, elle est tenue de pourvoir en même temps à son remplacement. Il en est de même en cas de décès ou de démission du représentant permanent.

12.4 Durée et cessation des fonctions de membres du Conseil de Surveillance

La durée des fonctions des membres du Conseil de Surveillance est de trois (3) années. Leur mandat expire à l'issue de la décision collective des Associés statuant sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat. Ils sont toujours rééligibles.

Outre l'expiration du terme mentionné ci-dessus, les fonctions de membre du Conseil de Surveillance cessent par le décès, la faillite, la démission ou la révocation de l'intéressé.

Ils peuvent être révoqués *ad nutum* par décision collective des Associés à tout moment et sans préavis. La révocation ne peut donner lieu à des dommages et intérêts.

12.5 Présidence du Conseil de Surveillance

Le Conseil de Surveillance nomme parmi ses membres un président et deux vice-présidents.

La durée des mandats de président et de vice-président du Conseil de Surveillance correspond à celle de leur mandat de membre du Conseil de Surveillance. Les mandats de président et de vice-président sont renouvelables sans limitation.

Le président du Conseil de Surveillance, ou en cas de carence de ce dernier, chacun des membres du Conseil de Surveillance, est chargé de convoquer le Conseil de Surveillance et d'en diriger les débats.

En cas de vacance du poste de président du Conseil de Surveillance, le vice-président aura le pouvoir de convoquer le Conseil de Surveillance appelé à désigner un nouveau président.

12.6 Rémunération

Il peut être alloué, au Conseil de Surveillance, une rémunération annuelle à titre de jetons de présence, dont le montant est fixé par décision de la collectivité des Associés.

Ces jetons de présence sont répartis librement par le Conseil de Surveillance entre ses membres.

12.7 Délibération du Conseil de Surveillance - Procès-verbaux

(a) Réunions – Convocations

Le Conseil de Surveillance se réunira sur convocation du président du Conseil de Surveillance, aussi souvent que l'intérêt du Groupe l'exige et au moins une (1) fois par trimestre.

Les réunions du Conseil de Surveillance seront convoquées par tout moyen, notamment par voie de courrier électronique, et sans délai par le président du Conseil de Surveillance ou, en cas de carence de ce dernier, par tout membre du Conseil de Surveillance ou tout Censeur.

Les membres du Conseil de Surveillance, les Censeurs (un représentant par Censeur uniquement), le Président et le Directeur Général (et s'il s'agit de personnes morales, du représentant permanent de chacun d'eux) seront convoqués, à l'exclusion de toute autre personne. Seul le Président du Conseil de Surveillance aura la faculté de convier d'autres participants auxdites réunions.

Le Conseil de Surveillance peut aussi prendre toute décision de sa compétence par des moyens de visioconférence ou de conférence téléphonique (sous réserve que ces moyens satisfassent à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du Conseil de Surveillance) ou signature par tous les membres d'un acte unanime, au choix de la personne à l'initiative de la convocation.

Le Président et les Directeurs Généraux assisteront, sans voix délibérative, aux réunions du Conseil de Surveillance, sauf empêchement de ces derniers.

Le Président de la Société devra fournir à chacun des membres du Conseil de Surveillance tout document relatif à l'ordre du jour de ses réunions.

(b) Ordre du jour

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation. Le Conseil de Surveillance peut valablement délibérer sur des sujets qui ne figurent pas dans l'ordre du jour lorsque tous les membres sont présents ou représentés à la délibération.

Chacun des membres du Conseil de Surveillance, en ce compris la majorité des Censeurs, aura la faculté d'inscrire à l'ordre du jour, les questions qu'il souhaite voir débattre lors de la réunion, en adressant la demande préalablement ou en séance au président du Conseil de Surveillance qui s'y oblige.

(c) Présidence des séances

Les séances du Conseil de Surveillance sont présidées par le président du Conseil de Surveillance ou, à défaut, par un membre du Conseil de Surveillance choisi par ledit conseil au début de la séance.

(d) Quorum – Participation

La participation d'au moins la moitié des membres est requise pour que le Conseil de Surveillance puisse valablement délibérer.

La participation d'un membre du Conseil de Surveillance aux réunions du Conseil de Surveillance résulte soit de sa présence effective, soit de sa participation par voie de visioconférence ou de conférence téléphonique, soit de sa représentation par tout autre membre du Conseil de Surveillance auquel il a donné pouvoir.

(e) Majorité

Les décisions sont prises à la majorité simple des voix des membres présents ou représentés, la voix du président du Conseil de Surveillance, ou de son représentant le cas échéant, étant prépondérante.

Chacun des membres du Conseil de Surveillance dispose d'une voix délibérative, à l'exception des Censeurs qui n'ont pas de voix délibérative.

(f) Procès-verbaux

Les délibérations du Conseil de Surveillance sont constatées par des procès-verbaux indiquant les membres ayant participé à la réunion et signés par le président du Conseil de Surveillance, un autre membre du Conseil de Surveillance et par deux Censeurs. Chaque procès-verbal sera ensuite communiqué à tous les membres du Comité de Surveillance et aux Censeurs (ou encore à chaque Associé qui en fera la demande auprès du Président du Conseil de Surveillance). Les procès-verbaux sont conservés dans un registre tenu au siège social.

12.8 Censeurs

L'Associé Unique ou la collectivité des Associés, aura la faculté de désigner d'un à sept censeurs (ci-après, les "**Censeurs**").

Ces Censeurs auront la faculté de participer à toutes les réunions du Conseil de Surveillance et d'obtenir les informations mises à la disposition des membres du Conseil de Surveillance (dans les mêmes délais et sous la même forme que les membres du Conseil de Surveillance), mais sans toutefois pouvoir prendre part au vote.

La durée des fonctions de Censeur est de trois (3) années prenant fin à l'issue de la consultation annuelle des Associés appelés à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire normalement les fonctions du Censeur concerné.

Tout Censeur sortant est rééligible.

Outre l'expiration du terme mentionné ci-dessus, les fonctions de Censeur cessent par le décès, la faillite, la démission ou la révocation de l'intéressé.

Ils peuvent être révoqués *ad nutum* par décision de l'Associé Unique ou la collectivité des Associés à tout moment et sans préavis. La révocation ne peut donner lieu à des dommages et intérêts.

Les Censeurs seront convoqués à toutes les réunions du Conseil de Surveillance dans les mêmes conditions et selon les mêmes modalités que les membres du Conseil de Surveillance.

Les Censeurs sont tenus de conserver un caractère confidentiel à toute information dont ils auraient eu connaissance dans le cadre de leurs fonctions.

12.9 Comités d'études et de validation

Le Conseil de Surveillance de la Société pourra décider la mise en place de comité d'études et de validation concernant des sujets administratifs ou opérationnels selon les besoins du Groupe (tel que ce terme est défini dans le Pacte) et en désignera les membres. Les procès-verbaux retraçant les échanges et les décisions prises à l'occasion de ces réunions seront communiqués aux membres de Conseil de Surveillance et aux Censeurs (ainsi qu'à chacun des Associés qui en ferait la demande auprès du Président du Conseil de Surveillance).

Trois premiers comités seront mis en place au plus tard dans un délai de trois mois à compter du 28 décembre 2017, à savoir (les termes commençant par une majuscule dans la liste ci-après auront le sens qui leur est donné au sein du Pacte) :

- Un Comité Stratégique, en charge de l'étude et de la validation des projets (i) de modifications de périmètre, notamment dans le cadre de croissances externes supérieures d'un montant unitaire de 8.000.000 € (valeur de titres) et (ii) de modifications statutaires ;
- Un Comité Ressources Humaines, en charge de l'étude et de la validation (i) des grilles de rémunération du Groupe et (ii) des recrutements, au niveau de l'ensemble du Groupe, de membres du comité exécutif, de mandataires sociaux, de directeurs de Filiales ou d'agences (lorsque le chiffre d'affaires de l'agence concernée est supérieur ou égal à 25.000.000 € H.T.), ainsi que des dix salariés dirigeants les plus importants du Groupe ;
- Un Comité Audits, en charge de l'étude et de la validation (i) de la mise en place d'engagements de caution d'un montant unitaire supérieur à 10.000.000 €, (ii) des projets de levées de fonds, (iii) des modifications significatives des Documents de Financement Senior, (iv) des conventions réglementées, (v) des distributions de dividendes (hors ADP) et (vi) de la participation à des marchés supérieurs à 125.000.000 € s'agissant de la part du Groupe.

Les décisions concernant le Groupe qui entreraient dans le champ de compétence de l'un des comités d'études et de validation ne pourraient être prises ou mises en œuvre par les mandataires sociaux du Groupe (sauf accord contraire du Conseil de Surveillance), qu'après avoir reçu la validation préalable du comité concerné statuant à la majorité simple de ses membres. Lesdites décisions seraient également susceptibles d'être soumises, le cas échéant, au Conseil de Surveillance en application des stipulations de l'article 12.2 des Statuts. Le Conseil de Surveillance pourra décider de soumettre toutes questions de son choix à l'un desdits comités.

TITRE II
DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

ARTICLE 13 **DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES**

Les stipulations du présent article 13 s'appliquent à l'ensemble des Actions, sous réserves des conditions et modalités particulières régissant les Actions de Préférence.

13.1 **Décisions de la compétence de l'Associé Unique ou des Associés**

13.1.1 Les Associés sont seuls compétents pour prendre les décisions suivantes :

- (a) augmentation, réduction ou amortissement du capital et émission de toute valeur mobilière pouvant donner accès, immédiatement ou à terme, au capital ou aux droits de vote de la Société ;
- (b) fusion, scission, absorption, apport partiel d'actif ;
- (c) la nomination des commissaires aux comptes ;
- (d) l'approbation des comptes annuels et, le cas échéant, consolidés de la Société et affectation des résultats ;
- (e) tout paiement de dividendes ou toute autre distribution ;
- (f) la transformation de la Société ;
- (g) adhésion à tout groupement ou autre entité pouvant entraîner la responsabilité solidaire et indéfinie de la Société ;
- (h) les modifications des Statuts autres que celles mentionnées à l'article 3 ;
- (i) la nomination, la révocation, le renouvellement et le remplacement des membres du Conseil de Surveillance et des Censeurs en conformité des dispositions du Pacte ;
- (j) l'approbation des conventions réglementées visées à l'article 17 des Statuts ;
- (k) la dissolution de la Société ;
- (l) la nomination du liquidateur et toutes décisions relatives aux opérations de liquidation de la Société ;
- (m) la prorogation de la durée de la Société ; et
- (n) plus généralement, toute modification des Statuts.

13.1.2 Les Associés délibèrent également sur tout autre sujet relevant de leur compétence ou qui leur est soumis, et ce conformément aux Statuts.

13.2 **Mode de consultation des Associés et périodicité de consultation**

Les Associés sont consultés à l'initiative du Président et/ou des Directeurs Généraux ou de tous Associés détenant individuellement ou conjointement au moins 10 % des Actions ou des droits de vote composant le capital social de la Société.

Les décisions collectives sont adoptées, au choix de la personne à l'initiative de la consultation, soit en assemblée générale des Associés (les "**Assemblées**"), soit par la signature de résolutions écrites ou d'un acte sous seing privé par les Associés.

Le ou les commissaires aux comptes sont convoqués aux Assemblées et sont informés, en même temps que les Associés, des Assemblées et autres modes de consultation des Associés.

Les Associés doivent statuer collectivement au moins une fois par an, dans les six (6) mois qui suivent la clôture de l'exercice social, sur l'approbation des comptes de cet exercice.

Les autres décisions collectives sont prises à toute époque de l'année.

13.3 Modalités des Assemblées

(a) Convocations

En cas de pluralité d'Associés, les décisions collectives sont prises sur convocation, par ordre de priorité, du Président et/ou des Directeurs Généraux ou de tous Associés détenant individuellement ou conjointement au moins 10 % des Actions ou des droits de vote composant le capital social de la Société, soit en assemblée tenue au siège social ou en tout lieu indiqué sur la convocation, soit dans un acte.

Pendant la période de liquidation, les décisions collectives sont prises sur convocation du liquidateur ou de tout Associé.

La convocation est faite par lettre recommandée avec accusé de réception en ce qui concerne les Investisseurs Financiers (tel que ce terme est défini au sein du Pacte) et par courrier simple pour tous les autres Associés, quinze jours au moins avant la date de la réunion ; elle indique l'ordre du jour. L'Assemblée peut se réunir sans délai si tous les Associés sont présents ou représentés.

(b) Quorum

Dans le cadre des Assemblées, le quorum est atteint si les Associés disposant de la moitié au moins des droits de vote sont présents ou représentés.

(c) Majorité – Représentation

Les décisions collectives des Associés sont adoptées à la majorité des droits de vote dont disposent les Associés présents ou représentés, à l'exception des décisions emportant modification des Statuts de la Société (autres que celles mentionnées à l'article 3 des présentes) qui devront être adoptées à la majorité des droits de vote dont disposent les Associés présents ou représentés avec le vote favorable de la société H4 Capital (RCS 833 926 231) ou de toute entité venant aux droits de cette dernière conformément au Pacte (Affiliés et Fonds Liés en particulier et tels que ces termes sont définis dans le Pacte).

Par dérogation, et conformément aux dispositions de l'article L.227-19 du Code de commerce, les décisions visées par les dispositions des articles L.227-13, L.227-14, L.227-16 et L.227-17 du Code de commerce ne peuvent être adoptées ou modifiées qu'à l'unanimité des Associés.

Chacun des Associés peut désigner le représentant de son choix (Associé ou non) à l'effet de le représenter. Le nombre de pouvoirs dont peut disposer un Associé est illimité. Les pouvoirs sont donnés par tout moyen écrit.

Sans préjudice de l'article 8.2.4, les droits de vote attachés aux Actions de capital sont proportionnels à la quotité de capital qu'elles représentent et chaque Action donne droit à une voix.

(d) **Procès-verbaux**

A chaque Assemblée est tenue une feuille de présence. Cette feuille de présence dûment émarginée par les Associés présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire, est certifiée exacte dans les mêmes conditions que les procès-verbaux.

Un procès-verbal des décisions des Associés rédigé en français est établi, daté et signé par le Président ou le président du Conseil de Surveillance ou le président de séance dans les meilleurs délais, quel que soit le mode de consultation choisie ; ce procès-verbal doit être également signé par un secrétaire qui est l'Associé (autre que le Président) représentant le plus grand nombre d'Actions. Ces procès-verbaux sont conservés dans un registre tenu au siège social.

13.4 Actes sous seing privé

Toute décision de la compétence des Associés peut également résulter, en l'absence d'Assemblée, du consentement de l'Associé Unique ou de tous les Associés exprimé dans un acte écrit et signé par l'Associé Unique ou tous les Associés. Cet acte est ensuite consigné dans le registre des délibérations des Associés. Les Associés peuvent consentir un mandat à toute personne de leur choix (associé ou non) pour signer l'acte en question.

13.5 Décisions écrites

Les décisions peuvent également être adoptées sans réunion en assemblée par consentement écrit des Associés. Le texte des décisions proposées est adressé, par la personne qui a pris l'initiative de la consultation des Associés, à chaque Associé et, pour information, au commissaire aux comptes et à la Société par lettre recommandée avec accusé de réception, lettre simple, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen permettant d'établir une preuve d'envoi et de réception.

Les Associés disposent d'un délai de quinze (15) jours à compter, de la réception du texte des résolutions pour signer le texte des résolutions qu'ils approuvent et le renvoyer à la personne qui a pris l'initiative de la résolution par lettre recommandée avec accusé de réception, lettre simple, télécopie ou courrier électronique ou tout autre moyen permettant d'établir une preuve d'envoi et de réception. Tout Associé n'ayant pas fait parvenir sa réponse dans le délai mentionné ci-dessus sera considéré comme ayant refusé la ou les résolutions concernées.

La date de la dernière résolution écrite reçue permettant d'atteindre la majorité et, le cas échéant, les approbations spécifiques requises pour l'adoption de la résolution, sera considérée comme la date d'adoption de la résolution concernée.

Pendant le délai de réponse, chaque Associé peut exiger toute explication complémentaire de la personne qui a pris l'initiative de la consultation des Associés ou, le cas échéant, du Président.

Les preuves d'envoi et de réception du texte des résolutions et les copies en retour de ces résolutions dûment signées par les Associés comme indiqué ci-dessus seront conservées au siège social.

13.6 Assemblées spéciales

Les assemblées spéciales réunissent les titulaires d'Actions ou de valeurs mobilières d'une catégorie déterminée pour statuer sur toute modification des droits des Actions ou des valeurs mobilières de cette catégorie.

Ces assemblées sont convoquées dans les mêmes conditions que les Assemblées générales.

Le quorum est atteint si les Associés ou les titulaires de valeurs mobilières d'une catégorie déterminée disposant de la moitié au moins des droits de vote sont présents ou représentés.

Les décisions collectives des Associés ou des titulaires de valeurs mobilières d'une catégorie déterminée sont adoptées à l'unanimité dont disposent les Associés ou des titulaires concernés présents ou représentés.

Chacun des Associés ou des titulaires de valeurs mobilières d'une catégorie déterminée peut désigner le représentant de son choix (Associé / titulaires de valeurs mobilières ou non) à l'effet de le représenter. Le nombre de pouvoirs dont peut disposer un Associé / titulaires de valeurs mobilières est illimité. Les pouvoirs sont donnés par tout moyen écrit.

Sans préjudice de l'article 8.2.4, les droits de vote attachés aux Actions ou valeurs mobilières sont proportionnels à la quotité qu'elles représentent par rapport à au nombre total d'Actions ou de valeurs mobilières de la catégorie concernée ; chaque Action ou valeur mobilière donnant droit à une voix.

ARTICLE 14 DROIT D'INFORMATION DES ASSOCIES

Quel qu'en soit le mode, toute procédure de consultation des Associés doit être précédée d'une information comprenant tous documents et informations habituellement adressés aux associés d'une société anonyme ou tenus à leur disposition au siège social dans les conditions prévues par l'article L.225-115 et les articles R.225-81 et R.225-83 du Code de commerce, les rapports du conseil d'administration étant remplacés aux fins des présentes par les rapports du Directoire ou du Président. Par dérogation à ce qui précède, cette information doit être communiquée à chaque Associé quinze (15) jours au moins avant la date de consultation. Dans le cas où la consultation des Associés nécessite la présentation d'un rapport du commissaire aux comptes ou de commissaires nommés spécialement à cet effet, le droit de communication du rapport du commissaire aux comptes ou du commissaire nommé spécialement s'exerce dans les délais fixés par la loi.

L'Assemblée peut renoncer à la mise à disposition de l'information dans les délais tel que visé à l'alinéa précédent, si tous les Associés sont présents ou représentés et qu'ils se déclarent suffisamment informés pour délibérer.

TITRE III
COMPTES – RESULTATS DE LA SOCIETE

ARTICLE 15 **EXERCICE SOCIAL**

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Par exception à ce qui précède, le premier exercice social de la Société commencera à compter de sa date d'immatriculation et finira le 31 décembre 2018.

ARTICLE 16 **FIXATION, AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT**

Les stipulations du présent article 16 s'appliquent à l'ensemble des Actions, sous réserves des conditions et modalités particulières régissant les Actions de Préférence telles que figurant en **Annexes A et B**.

L'Assemblée statue sur les comptes de l'exercice et décide de l'affectation du bénéfice distribuable dans les conditions fixées par la loi et conformément aux Statuts

La part de chaque Associé dans les bénéfices ainsi que sa contribution aux pertes sont proportionnelles à sa quotité dans le capital social

TITRE IV
CONTROLE

ARTICLE 17 **CONVENTIONS REGLEMENTEES**

- 17.1** Le Président doit aviser les commissaires aux comptes des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et l'un des membres du Directoire ou l'un des membres du Conseil de Surveillance ou l'un des Associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à dix pour cent ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce, dans le délai d'un mois à compter de la conclusion desdites conventions. Les commissaires aux comptes présentent aux Associés un rapport sur ces conventions. Les Associés statuent chaque année à l'occasion de l'Assemblée d'approbation des comptes sur ce rapport, l'Associé intéressé ne participant pas au vote.
- 17.2** Si la Société ne comprend qu'un seul Associé, la procédure prévue ci-dessus ne s'applique pas. Dans ce cas, les conventions intervenues entre la Société et les dirigeants sont simplement mentionnées au registre des décisions sociales.
- 17.3** Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le Président d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.
- 17.4** Ces stipulations ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales dont la liste est communiquée aux commissaires aux comptes. La liste des conventions qui, en raison de leur objet ou de leurs implications financières, ne sont significatives pour aucune des parties n'est pas communiquée.

- 17.5** Les interdictions prévues à l'article L.225-43 du Code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président, aux Directeurs Généraux, aux membres du Directoire et aux membres du Conseil de Surveillance.

ARTICLE 18 COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle de la Société est effectué par un ou plusieurs commissaires aux comptes dans les conditions fixées par la loi.

Un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants sont désignés en vue de remplacer leurs titulaires en cas de décès, d'empêchement, de démission ou de refus de ceux-ci.

Les premiers commissaires aux comptes sont désignés pour six exercices par les Statuts. Au cours de la vie sociale, ils sont nommés par l'Associé Unique ou la collectivité des Associés dans les conditions visées à l'article 13.

ARTICLE 19 REPRESENTATION SOCIALE

Les délégués du comité d'entreprise, s'il en existe un, exercent les droits prévus par le Code du travail auprès du Président. A cette fin, celui-ci les réunira une fois par trimestre au moins, et notamment lors de l'arrêté des comptes annuels.

TITRE V **DISSOLUTION – LIQUIDATION**

ARTICLE 20 DISSOLUTION – LIQUIDATION

Les stipulations du présent article 20 s'appliquent à l'ensemble des Actions, sous réserves des conditions et modalités particulières régissant les Actions de Préférence telles que figurant en **Annexes A et B**.

La dissolution et la liquidation de la Société sont décidées par l'Associé Unique ou par décision collective des Associés statuant à l'unanimité de ses membres.

Le boni de liquidation est versé à l'Associé Unique ou réparti entre les Associés proportionnellement au nombre de leurs Actions.

ARTICLE 21 CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou de la liquidation, soit entre les Associés et les administrateurs de la Société, soit entre les Associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

ARTICLE 22 **INTEGRALITE**

Les Annexes A et B ci-après contenant les termes et conditions d'émission et d'exercice des ADP R et des ADP in fine font partie intégrante des présents Statuts, les présents Statuts et les Annexes constituant un tout indivisible.

Aucune communication ou publication des présents Statuts ne pourra être effectuée sans que ses Annexes n'y soient jointes en intégralité.

* *

*

ETAT DES ANNEXES

Annexe A :	Termes et conditions des ADP R émises par H4 le 28 décembre 2017
Annexe B :	Termes et conditions des ADP in fine émises par H4 le 28 décembre 2017